

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 22/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FCH

Lieu-dit La Corne du Cerf
76530 Yville-sur-Seine

Références : UDRD-2025-01-T-40
Code AIOT : 0005800286

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement FCH implanté Lieu-dit La Corne du Cerf 76530 Yville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection, relative au contrôle des conditions d'admission des déchets inertes non-dangereux au sein des carrières et des ISDI (installations de stockage de déchets inertes).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FCH
- Lieu-dit La Corne du Cerf 76530 Yville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière sise à Yville-sur-Seine aux lieux-dits « La Corne du Cerf » est autorisée par arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 à accueillir environ 1 001 000 m³ de matériaux extérieurs inertes (dits « K3+ ») et des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (terres dites « TN+ ») issus de chantiers régionaux ou acheminés par voie fluviale, aux seules fins de procéder à son réaménagement.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Sans objet
3	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
4	Remblayage par des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II	Sans objet
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats d'analyse montrent le respect des critères K3+ (3 x seuils ISDI) pour le lot analysé. L'admission de ces matériaux est donc autorisée selon les dispositions de l'arrêté préfectoral de FCH en date du 27/10/2020.

Bien que l'analyse des métaux sur matériau brut étaient prévus dans la proposition commerciale du laboratoire, celle-ci n'a pas été réalisée par le laboratoire. Interrogé par la DREAL le 23/12/2024, le laboratoire confirme, par courriel du 9/01/2025, l'impossibilité de relancer ces analyses. Aussi, compte tenu de l'origine du lot (issu d'une plateforme de traitement de déchets dangereux de SARPI MINERAL à Rogerville), l'inspection ne peut statuer sur la dangerosité ou non des terres analysées.

De plus, bien que les apports soient limités depuis 2023, il est attendu de la part de l'exploitant qu'il formalise sous 1 mois une procédure d'acceptation préalable afin de vérifier que l'exploitant dispose bien de tous les éléments d'appréciation préalablement à l'admission des déchets sur la carrière. En outre, il devra également mettre en œuvre sous 1 mois un document d'acceptation préalable devant recenser l'ensemble des informations requises et pertinentes pour assurer le remblaiement dans le respect des règles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable - annexes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préambule, l'exploitant indique qu'aucun matériau de remblaiement n'est entré sur l'installation en 2024. Les derniers remblais ont été admis en 2023 pour une quantité d'environ 1700 tonnes. L'exploitant a fait procéder à des aménagements de son site en mettant en œuvre une voie carrossable périphérique en enrobé ainsi que plusieurs aires de stationnement/déchargement en vue des perspectives d'apports de matériaux en 2025.</p> <p>L'exploitant dispose des données de suivi des déblais entrants sur le site qui renseignent sur : le producteur du déchet, le transporteur, la localisation du chantier, la nature du déchet et le code associé, la quantité en tonnes, une indication du casier de remblaiement, la référence de l'analyse réalisée préalablement sur le lot. Les résultats du bulletin d'analyse fourni par le producteur sont par la suite renseignés dans un tableur permettant de statuer ou non sur le caractère inerte par comparaison aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral (afférentes aux critères K3+ et TN+).</p> <p>En revanche, dans les documents transmis, il n'est pas fait mention explicite du SIRET du producteur, ni d'informations sur le chantier relatives à son potentiel de dangerosité (état des terres excavées; naturelles? polluées? susceptibles de l'être? surconcentration naturelle?), ni d'engagement signé du producteur et la durée de validité du document d'acceptation préalable.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1: L'exploitant formalisera un document d'acceptation préalable (DAP) devant rassembler les éléments requis, en particulier, la mention explicite du SIRET du producteur, des informations sur le chantier relatives à son potentiel de dangerosité (état des terres excavées- naturelles? polluées? susceptibles de l'être? surconcentration naturelle? issus de chantiers franciliens de grande infrastructure?), l'engagement signé du producteur et la durée de validité du document d'acceptation préalable. Il transmettra à l'inspection une copie de la trame du DAP sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I
Thème(s) : Risques chroniques, justification de la non-dangerosité
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
Constats : Un extrait des saisies effectuées sur le registre national des déchets et des terres excavées et sédiments (RNDTS) et transmis par l'exploitant ne mentionne pour l'année 2023 que le code déchet 17 05 04 "terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03". Aucune ligne ne mentionne un code déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, résultats des analyses du prélèvement inopiné
Prescription contrôlée : Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II
Constats : Lors de la visite inopinée, l'inspection était accompagnée d'un technicien d'un laboratoire pour

effectuer un prélèvement en vue d'une analyse pour vérifier le caractère inerte et non dangereux des matériaux admis.

Le choix du lot a été effectué par sondage à partir du registre des matériaux récemment entrés sur la carrière en cours de remblaiement et donc encore accessibles à la date de la visite.

En l'occurrence, il s'agit d'un lot de terre et cailloux présentant le code déchet 17 05 04 en provenance du producteur SARPI MINERAL en provenance de Rogerville. Ce lot de 1727 t (selon l'extrait RNDTS) est entré sur l'installation FCH en février, mars et juin 2023. Selon les déclarations de l'exploitant, ces matériaux sont issus de chantiers d'excavation (terrassément) rassemblés sur la plateforme de gestion des déchets minéraux et d'aménagement SARPI Mineral à Rogerville, filiale de VEOLIA. Selon l'exploitant, ils proviennent de chantiers régionaux. Ils ont fait l'objet d'une analyse préalable du producteur attestant du respect des critères réglementaires K3+.

Les déblais ont donc été admis et mis en remblai sur les carreaux G2, F2, H1 et I1, hors d'eau.

Les matériaux étant encore accessibles le jour de la visite, le prélèvement a pu être convenablement effectué après constitution d'un échantillon moyen à la tarière.

Les résultats transmis le 26/11/2024 par le laboratoire mandaté par la DREAL révèlent (pour les essais de lixiviation et sur contenu brut):

- Une teneur en HAP de 50.21 mg/kg MS, pour une valeur limite (seul ISDI) de 50 mg/kg MS, ce qui reste dans la limite des incertitudes du laboratoire. Notons que les bulletins d'analyse précités transmis par le producteur indiquent une teneur en HAP comprise entre 2.2 et 33 mg/kg MS pour la somme des HAP ;
- sur l'éluat, une fraction soluble à 4900 mg/kg MS, des chlorures à 870 mg/kg MS et des sulfates à 2400 mg/kg MS. FCH est autorisé via son arrêté préfectoral à recevoir des matériaux dits K3+ avec pour valeurs limites de la fraction soluble de 12 000 mg/kg MS, des chlorures de 2400 mg/kg MS et des sulfates de 3000 mg/kg MS.

Ainsi, les résultats du contrôle inopiné permettent de qualifier les matériaux admis comme des déchets K3+, ce que permet l'arrêté préfectoral d'autorisation de FCH en date du 27/10/2020.

Par ailleurs, bien que l'analyse des métaux sur matériau brut était prévue dans la proposition commerciale du laboratoire (devis en date du 5/11/2024), celle-ci n'a pas été réalisée par le laboratoire. Interrogé par la DREAL le 23/12/2024, le laboratoire confirme, par courriel du 9/01/2025, cet oubli et l'impossibilité de relancer ces analyses. Dans ce contexte et compte tenu de l'origine du lot (issu d'une plateforme de traitement de déchets dangereux de SARPI MINERAL à Rogerville), l'inspection ne peut statuer sur la dangerosité ou non des terres analysées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation:

En lien avec la demande n°1, l'inspection constate que ce lot provient de sites susceptibles d'être contaminés. L'exploitant doit pouvoir identifier plus précisément les risques liés aux matériaux admis qui proviennent de sites potentiellement contaminés avant l'acceptation sur la carrière, notamment sur leur caractère non-dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remblayage par des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II

Thème(s) : Risques chroniques, remblayage de carrière

Prescription contrôlée :

<p>Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, au droit de l'échantillon prélevé, il n'a pas été aperçu d'éléments étrangers à de la terre et des cailloux. Il n'a pas été vu de végétaux, plastiques, ferrailles, fibrociment amianté, ou d'enrobé dans le lot de déblais.</p> <p>De plus, les résultats d'analyses confirment le respect des critères K3+ pour le lot investigué.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, contenu de la procédure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...] <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter de procédure d'acceptation préalable en vue de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour statuer sur la possibilité d'accepter les déchets sur son installation. Le caractère dangereux ou non des déchets inertes n'est pas évalué.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Prescription contrôlée : <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments [...]</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
Constats : <p>FCH renseigne bien le registre numérique RNDTS. Il a pu transmettre une synthèse des déclarations saisies sur la plateforme nationale qui recense sur 2023, 1727 tonnes de déblais issus du producteur SARPI Mineral en admission sur la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite